

# Rwanda : Paris demande l'appui des Nations Unies

Evelyn Leopold

Reuters, 18 juin 1994

NATIONS UNIES, 17 juin, Reuter - Paris a demandé vendredi aux membres du Conseil de sécurité de l'Onu leur appui pour une intervention rapide, conduite par la France, afin de mettre fin aux massacres au Rwanda dans l'attente du déploiement des renforts de l'Onu.

Un projet de résolution en ce sens a été distribué vendredi soir aux membres du Conseil de sécurité. Il devrait être soumis la semaine prochaine à l'approbation du Conseil.

Le texte, dont Reuter a pu obtenir une copie, invoque le Chapitre 7 de la Charte de l'Onu qui autorise le recours à la force. Il précise que la mission serait "limitée à la période transitoire pendant laquelle la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda ne pourra mener à bien son mandat".

L'ambassadeur de France aux Nations unies Jean-Bernard Mérimée a déclaré que la réaction des membres

du Conseil de sécurité était généralement positive.

La résolution de la France demanderait l'autorisation de lancer une opération semblable à celle organisée pour la Somalie par les Etats-Unis fin 1992. Dans le cas du Rwanda, il s'agirait d'une opération française, avalisée par l'Onu mais hors de son contrôle.

Certains membres du Conseil de sécurité se sont inquiétés d'une éventuelle répétition de ce qui s'est passé en Somalie où les forces de l'Onu se sont retrouvées seules face aux milices armées après le retrait des Américains.

La France est par ailleurs en butte à une vive opposition des rebelles du Front patriotique du Rwanda à dominante tutsie qui accusent Paris de parti pris en faveur des activistes hutus.

"Nous tentons de les convaincre que nous n'avons pas de dessein mi-

litaire ou politique caché”, a déclaré un diplomate français à Reuter.

“Ce que nous allons faire c’est sauver des vies tutsies (...) Mais je pense qu’ils commencent à recevoir le message”.

## Soutien de Boutros-Ghali

Le vice-président du FPR a fait parvenir vendredi au secrétaire général de l’Onu, Boutros Boutros-Ghali, une lettre de mise en garde contre une intervention française.

“Les auteurs du génocide au Rwanda se féliciteraient d’une intervention de la France et de leurs autres amis dont l’attitude passée a conduit notre pays là où il en est”, écrit le vice-président du FPR, Patrick Mazimhaka.

“Le Front patriotique rwandais a de bonnes raisons de considérer avec une méfiance extrême la déclaration française. La France a pris parti et continue de le faire dans le conflit rwandais. Ses menaces visent clairement à intimider le FPR et à permettre aux auteurs du génocide de s’en tirer”, poursuit-il.

La France pourrait envoyer immédiatement un millier de soldats et porter si nécessaire ces effectifs à

2.000 hommes, a déclaré un diplomate français à Reuter. Elle espère par ailleurs que des pays africains, notamment le Sénégal fourniront des troupes pour l’opération.

Lors d’une réunion des ambassadeurs de l’Union de l’Europe occidentale (UEO) à Bruxelles, France n’est pas parvenue vendredi à obtenir de ses alliés un engagement ferme pour l’envoi de troupes au Rwanda afin d’y faire cesser les massacres.

L’Italie a fait savoir qu’elle “n’excluait” pas l’envoi de troupes mais n’a fait aucune promesse précise, a déclaré à Reuter un diplomate italien.

La Grande-Bretagne a proposé une cinquantaine de camions, la Belgique un éventuel soutien logistique ou financier et les Pays-Bas un hôpital de campagne et des avions de transports.

En visite à Abidjan, le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé a déclaré que l’initiative française avait le soutien de l’Onu et des Etats-Unis.

“M. Boutros-Ghali m’a dit il y a quelques heures au téléphone que nous avons son appui total. Nous sommes en train de voir en ce moment comment ce soutien de principe (...) peut se traduire concrètement sur le terrain”, a-t-il dit lors d’une conférence de presse. /NCD

(c) Reuters Limited 1994